

Les crédits

permettra d'avoir ces réseaux d'information. Mais on a une vue très étroite. On voit un pic et une pelle et on ne veut pas aller au-delà. Je trouve cela vraiment troublant.

Lorsqu'on parle, par exemple, de petites et moyennes entreprises, on reconnaît depuis longtemps qu'au-delà de 85 p. 100 des emplois viennent des petites et moyennes entreprises. On reconnaît que ces petites et moyennes entreprises ont besoin d'avoir accès au capital. On reconnaît qu'elles ont besoin d'investir dans la recherche. On reconnaît qu'elles ont besoin de regroupements et on est en train de le faire. C'est dommage que mes collègues du Bloc ne comprennent pas que ce soit en train de se s'accomplir.

Pourquoi n'a-t-on pas parlé des emplois d'été qui vont augmenter de 20 p. 100? On ne le savait pas? On est mal informé? On a pas de bureau de recherche? On ne se parle pas? Qu'est-ce qui se passe? Service jeunesse, est-ce qu'on en a parlé? Non, on n'en a pas parlé! Est-ce qu'on a parlé du programme d'apprentissage? Non, on n'en a pas parlé! Il y a tellement de bonnes choses qu'on aurait pu mentionner. Mais non, le discours est pessimiste, morose. Quel dommage!

Peut-être que ma collègue aimerait réagir à mes propos. Si j'ai mal compris, je m'excuserai avec plaisir et avec un énorme sourire.

Mme Guay: Madame la Présidente, je vois que notre cher secrétaire parlementaire a de grands talents d'acteur; il chante même lorsqu'il nous parle.

Quand on parle du gras, il n'aime peut-être pas ces termes de gras, mais le gras ce sont les évasions fiscales, ce sont les fiducies familiales. On n'en parle pas de ça, mais c'est ça le gras!

• (1615)

Et c'est là qu'il faut couper, pour pouvoir justement investir, investir dans l'emploi, investir dans le logement social, dans la construction de logements sociaux. On me chante des chansons depuis l'ouverture de cette session du Parlement sur le logement social. Il n'y en a pas d'investissement pour de nouveaux logements sociaux. Tout ce que l'on a, c'est le même budget, qui se répète d'année en année, de deux milliards dans la SCHL, qui est exactement la même chose pour administrer ce qu'on a déjà. Et il y a un montant de 100 millions, réparti sur deux ans, dans le programme PAREL, pour aider à financer la rénovation résidentielle pour des gens qui veulent accéder à des propriétés. On les connaît nos programmes, madame la Présidente, on n'a pas besoin de se faire enseigner ce qu'on sait déjà. On le sait.

Notre système de recherche fonctionne très bien. Il fonctionne très bien. Tout ce que j'ai à dire, c'est qu'on connaît certains programmes, on a des programmes d'article 25 dont on se sert tous dans nos comtés, on a des PDE dont on se sert dans nos comtés. . .

Une voix: Allez-vous les couper?

Mme Guay: Et d'ailleurs ils ont même l'intention de couper ce programme des PDE. Les députés fédéraux n'auront plus rien à offrir à leurs électeurs. On reconnaît qu'il y a des programmes

d'emploi d'été, mais ce n'est pas suffisant, cela ne crée pas d'emplois permanents, ce sont des emplois temporaires.

Il faut créer des emplois solides, des emplois dans la technologie, des emplois où maintenant il y a des ouvertures et où il n'y a pas le personnel pour les occuper. On a surtout besoin de créer ces emplois-là avec notre formation de la main-d'oeuvre, notre propre programme, qu'on a déjà au Québec et qu'on se bat pour garder.

M. Raymond Lavigne (Verdun—Saint-Paul): Quand notre honorable collègue d'en face, comme elle le dit si bien, dit qu'elle connaît les programmes d'article 25, qu'elle connaît les PDE et qu'elle les utilise, moi je les utilise, je suis un libéral et je les utilise, et je suis un Canadien français; j'utilise les PDE et les articles 25. Depuis mon élection, on a créé 38 emplois permanents chez nous, dans deux PME. J'aimerais savoir de l'honorable députée d'en face, combien d'emplois elle a créés dans son comté depuis qu'elle est élue?

Mme Guay: Je ne comprends pas très bien la question du député, mais je vais vous répondre en vous disant ce qu'on fait dans mon comté pour essayer d'aider à la relance de l'emploi. Les PDE et les articles 25 sont des programmes temporaires. Ils sont faits pour aider certains chômeurs ou des personnes qui touchent l'aide sociale à réintégrer le marché du travail.

D'après moi, et je pense que c'est l'avis de plusieurs de mes collègues, ce ne sont pas des programmes créateurs d'emplois à long terme. Ce sont des programmes faits pour aider les gens pendant une période de temps qui peut être de six mois, certains programmes ont une durée d'un an, et ce n'est pas sûr que l'employeur va garder cet employé-là.

Souvent ce qu'ils font, ils utilisent leur programme d'article 25 et retournent au chômage pour six mois ou un an. Ce ne sont pas des programmes efficaces. Ils sont là, oui on les utilise parce qu'on a des gens qui ont besoin de manger le lendemain, on a des gens qui ont besoin de se loger. Il est bien sûr qu'on va s'en servir tant qu'ils sont là, et ce sont nos taxes et vos taxes qui les paient ces programmes-là.

[Traduction]

Mme Jean Payne (St. John's—Ouest): Madame la Présidente, ai-je droit à dix ou à vingt minutes? Si j'ai droit à vingt minutes, je voudrais partager mon temps de parole et donner les dix dernières minutes à la députée de Vancouver—Est.

Je suis très heureuse de parler, cet après-midi, de la motion sur la création d'emplois qui a été présentée par le Bloc québécois. À en juger par ce que disent les députés du Bloc québécois, le gouvernement n'a aucun plan de création d'emplois. C'est on ne peut plus faux.

Le programme libéral, qui est exposé dans le livre rouge, porte précisément sur la création d'emplois. Comme tous les autres députés libéraux, j'ai fait campagne pendant 47 jours sur la question de la création d'emplois en proposant un plan d'action concret. Aucun gouvernement, dans toute l'histoire du Canada, n'a pris de mesures de création d'emplois aussi rapidement que nous. Cela fait deux ans que les libéraux préconisent un programme d'amélioration des infrastructures avec les coûts, six milliards de dollars, doivent être partagés avec les provinces. Deux